

6 novembre 2007

07.189

**Projet de loi du groupe socialiste****Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique (LAEE)***Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

sur la proposition de la commission ...

*décrète:***CHAPITRE PREMIER****Dispositions générales**

But	<b>Article premier</b> La présente loi a pour but de garantir l'approvisionnement final en énergie électrique, tâche considérée comme d'intérêt public.
Champ d'application	<b>Art. 2</b> La loi s'applique à l'approvisionnement du consommateur final en énergie électrique à haute, moyenne et basse tension à la fréquence de 50 Hz sur l'ensemble du territoire cantonal.
Définitions	<p><b>Art. 3</b> Dans la présente loi, on entend par:</p> <p>a) approvisionnement: la fourniture et la vente de l'énergie électrique au consommateur final;</p> <p>b) consommateur final: toute personne physique ou morale qui achète de l'énergie électrique pour sa propre consommation;</p> <p>c) entreprise d'approvisionnement: une entreprise de droit privé ou public ayant pour mission l'approvisionnement d'une aire de desserte déterminée;</p> <p>d) réseau de distribution: le réseau à haute, moyenne et basse tension servant à l'acheminement de l'énergie électrique au consommateur final ou à l'entreprise d'approvisionnement;</p> <p>e) aire de desserte: la partie de la surface du territoire cantonal attribuée à une entreprise d'approvisionnement.</p>
Collaboration et coordination	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup>L'Etat collabore avec les communes et avec les entreprises d'approvisionnement pour la mise en oeuvre de la présente loi.</p> <p><sup>2</sup>Sur requête, les entreprises d'approvisionnement fournissent notamment les renseignements et les documents nécessaires.</p> <p><sup>3</sup>Les entreprises d'approvisionnement planifient le développement de leurs réseaux en collaboration avec les autorités cantonales et communales concernées.</p>
Autorité et compétence	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup>Le département désigné par le Conseil d'Etat (ci-après: le département) exerce les attributions qui lui sont conférées par la présente loi et ses dispositions d'exécution. Il est l'autorité de surveillance.</p> <p><sup>2</sup>Le service désigné par le Conseil d'Etat (ci-après: le service) est l'organe d'exécution du département; il statue en cas de litiges.</p> <p><sup>3</sup>Le service peut percevoir des émoluments pour ses activités.</p>
Actions des entreprises d'approvisionnement	<b>Art. 5a</b> La vente par une collectivité publique du canton d'actions d'entreprises d'approvisionnement ne peut se faire qu'à une autre collectivité publique du canton.

## CHAPITRE 2

### Aires de desserte et obligations des entreprises d'approvisionnement

Utilité publique et sécurité	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup>Les réseaux de distribution sont d'utilité publique.</p> <p><sup>2</sup>Les réseaux de distribution ainsi que l'approvisionnement doivent être sûrs, fiables, performants et économiques. Les entreprises d'approvisionnement doivent en particulier disposer de réserves de production ou d'acquisition leur permettant de garantir la sécurité de l'approvisionnement.</p> <p><sup>3</sup>Les différences de tarifs entre les entreprises d'approvisionnement ne doivent pas être excessives.</p> <p><sup>4</sup>Les tarifs des entreprises d'approvisionnement doivent évoluer dans le sens d'un rapprochement avec la moyenne suisse.</p>
Attribution des aires de desserte	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat, en accord avec les communes concernées, règle l'attribution des aires de desserte aux entreprises d'approvisionnement opérant sur le territoire cantonal.</p> <p><sup>2</sup>Les limites des aires de desserte coïncident en principe avec des limites politiques communales et tiennent compte des réseaux de distribution existants. Elles sont répertoriées dans un document régulièrement mis à jour par le service.</p> <p><sup>3</sup>L'attribution d'une aire de desserte est assortie d'un mandat de prestations.</p>
Obligation d'approvisionnement et contribution d'équipement	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup>Dans son aire de desserte, l'entreprise d'approvisionnement est tenue d'approvisionner tout consommateur final, pour autant qu'il s'acquitte de ses obligations réglementaires et contractuelles.</p> <p><sup>2</sup>Les entreprises d'approvisionnement peuvent percevoir une contribution d'équipement pour les nouveaux systèmes d'approvisionnement.</p> <p><sup>3</sup>Une entreprise d'approvisionnement peut convenir avec une autre entreprise d'approvisionnement de l'approvisionnement de consommateurs finaux situés sur sa propre aire de desserte.</p> <p><sup>4</sup>Les situations particulières existant à l'entrée en vigueur de la présente loi et qui ont fait l'objet d'une convention sont maintenues.</p>
Energies renouvelables	<p><b>Art. 9</b> Les entreprises d'approvisionnement ont l'obligation de proposer aux consommateurs finaux des tarifs adaptés pour la vente distincte d'énergie d'origine renouvelable incluant des nouvelles énergies renouvelables.</p>

## CHAPITRE 3

### Voies de recours et dispositions finales

Voie de recours	<p><b>Art. 10</b> Les décisions du service sont susceptibles d'un recours auprès du département, celles du département auprès du Tribunal administratif, conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979.</p>
Référendum facultatif	<p><b>Art. 11</b> La présente loi est soumise au référendum facultatif.</p>
Entrée en vigueur et promulgation	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup>La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.</p> <p><sup>2</sup> Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.</p>

Neuchâtel, le

Au nom du Grand Conseil:

*Le président,*  
Signataires: P. Bonhôte, O. Duvoisin et M. Debély.

*Les secrétaires,*

**L'urgence est demandée.**